H A G Ramis.

25.-8.-1912.

LE TRIOMPHE
de
L'ORGANISATION
et ce qu'elle coûte

PAR

ARTHUR TRAVERS-BORGSTROEM
(Helsingfors, Finlande)



ATTINGER FRÈRES, ÉDITEURS
PARIS — 30, Boulevard Saint-Michel
NEUCHATEL — 7, Place Alexis-Marie Piaget

SOMMAIRE

La fin du *laisser faire* et de l'école de Manchester. — Le triomphe de l'organisation. — Triomphe coûteux. — Impôts écrasants. — « La transmutation de toutes les valeurs. » — Ce que le monde dira. — La renaissance de l'*Internationale*. — Lutte de classes ou compromis social. — L'Europe et le reste du monde. — Liberté individuelle et indépendance nationale. — Un nouveau départ. — Résumé.

Imprimerie Attinger Frères, Neuchâtel (Suisse).

«Tempora mutantur, nos
et mutamur in illis.»

Il y a quelque temps, je reçus d'un de mes amis anglais la lettre suivante:

«Je me suis nourri d'Adam Smith et de Ricardo, de Stuart Mill et de Bastiat, avec une touche de Karl Marx à titre de dérivatif salutaire, et je révérais l'école orthodoxe des économistes libéraux comme un brave écolier révère sa bible. Plus tard, vinrent les doutes qui émergent de toute conscience parvenue à l'âge viril. Néanmoins, le trône de l'Orthodoxie m'apparaissait encore fondé sur le droit divin, lorsque arriva la grande guerre. Ébranlés par ses coups de bélier, les murs du temple chancelèrent. L'image de notre grand dieu Mammon, devant laquelle nous nous prosternions, fut mise en pièces. Quelle idole devrons-nous désormais adorer?»

Je comprends que dans son désarroi, mon ami se répande en métaphores bibliques, comme c'est l'usage chez l'Anglais quand il est ému. Le *laisser-faire* est mort; ou du moins, il n'en vaut guère mieux. Manchester même en convient en fait sinon en paroles. La pilule est amère pour un vieux doctrinaire libéral, bourré d'un siècle de *laisser-faire*, de Quesnay à Cobden.

Mais pour amère qu'elle soit, il faut l'avaler. La guerre a transformé toutes les valeurs. Evidemment, l'utilité pratique du *laisser-faire* n'était pas aussi grande que ses avocats prétendaient l'avoir démontré. Elle n'a pas résisté à l'épreuve du temps, de la guerre et du bouleversement des conditions d'existence.

Que mon ami anglais écoute mon conseil : qu'il enterre son premier amour, avec les honneurs dus à son rang, et qu'il en cherche un autre. C'est ainsi que va le monde. A vrai dire, je soupçonne que ces amours nouvelles, il les a déjà trouvées, et qui mieux est: dans le camp ennemi ; encore n'est-ce pas d'hier que le flirt est en train. De cette façon, pendant que son bien-aimé *laisser-faire* achève d'expirer, l'idéal nouveau se trouve à point pour prendre la succession. Il se nomme l'Organisation.

Rien de surprenant dans tout cela, naturellement, pour quiconque sait lire les signes des temps. Organisation, organisation par l'État, tel est le mot d'ordre du jour, comme le *laisser-faire* fut l'idéal de la veille. C'est dans l'air. Les journaux en regorgent. Je ne parle pas de l'organisation militaire seule, qui est naturellement aussi ancienne que la guerre elle-même. Ce que j'entends, c'est l'idée moderne de l'organisation, appliquée à toutes les ressources de la production, à l'agriculture, à l'industrie, au commerce d'un pays, en vue du bien général.

Il n'y a rien de nouveau sous le soleil, dit l'Ecclésiaste. L'idée moderne de l'organisation économique par l'État, de la nationalisation, n'est qu'une forme plus développée de l'idée générale de la conservation sociale qui s'est manifestée durant le moyen-âge et jusqu'aux Encyclopédistes sous forme de guildes et de corporations, plus tard sous celle des restrictions économiques des Mercantilistes. Puis, vers le milieu et la fin du 18e siècle, c'est la doctrine du laisser-faire et de l'ordre naturel qui commence à s'affirmer. Née en France des œuvres de Quesnay et des Physiocrates, cette doctrine n'était qu'une réincarnation de la philosophie naturelle des Grecs, formulée dans la loi romaine et transmise par les Scolastiques.[1]) Rajeunie par Quesnay dans son *Tableau économique* (1758), qui s'inspire de Platon et de Socrate, et dans son *Droit Naturel* (1765), elle fut mûrie en Angleterre par Adam Smith; elle revient au début de la Révolution française, dans les rêves des Constituants. «Tocqueville a remarqué que l'influence des Physiocrates fut prépondérante dans l'Assemblée nationale de 1789. Nous avons vu que la Déclaration des Droits de l'homme était une conception de Quesnay. Lui et ses disciples avaient inspiré le respect de la liberté de l'individu. La proclamation de la liberté du travail, la loi de 1791

---

[1]) Lewis H. Haney, *History of Economic Thought, New-York 1913, p. 538.*

qui détruisit les corporations, maîtrises et jurandes, sont leurs oeuvres»... «Rousseau ... lançait ses anathèmes contre la propriété; mais ce fut la maxime de Quesnay qui fut inscrite au frontispice de la Révolution....»[1])

Noyé dans le tourbillon du grand bouleversement, le *laisser-faire* fut repêché dans la suite par les disciples d'Adam Smith et de Quesnay, et entreprit une marche triomphale à travers l'empire des idées, nonobstant les murmures désapprobateurs des hérétiques-critiques comme Sismondi et List, des utopistes tels que Fourier et Saint-Simon. Vers 1840, il pénétra dans la politique et donna naissance en Angleterre à l'Anti-Corn-Law-League et au grand mouvement du libre échange. De la théorie, le *laisser-faire* sauta à pieds joints dans la pratique et parut vouloir emporter le monde d'assaut. Le libre-échange universel réalisait la fraternité humaine. L'âge d'or reparaissait. Le lion se couchait à côté de l'agneau, et Cobden dînait avec Napoléon III. Le *laisser-faire* était à la mode.

Mais les rêves sont des rêves, et la réalité est autre. Une fois de plus, le beau songe de la fraternité humaine basée sur le libre épanouissement de l'ordre naturel devait n'être qu'une illusion. «Déjà Sismondi accusait le libéralisme triomphant de trans-

---

[1]) Yves Guyot, *Quesnay et la Physiocratie*, Paris, Guillaumin, (1896), p. LXXV et XVI.

former l'économie politique en orthodoxie », disent les auteurs de *l'Histoire des Doctrines économiques.* « Dans la première moitié du XIX[e] siècle, la science avait fait cause commune avec une doctrine particulière, le libéralisme. Cette alliance devait lui être funeste.»[1])

Après 22 mois de guerre, l'opinion des professeurs Gide et Rist ne me paraît pas devoir trouver de nombreux contradicteurs. Dans les questions économiques, le libéralisme n'a jamais été heureux, pas même en Angleterre, où l'appui des deux grands partis politiques lui assura un règne incontesté de plus d'un demi-siècle. Qu'en est-il résulté? Le capital et le travail sont à couteaux tirés, ignorant les bienfaits de la coopération et de la participation aux bénéfices, non moins que les timides débuts d'une législation sociale corrective; les trust opposés aux trade-unions et aux syndicats ouvriers; partout des grèves et des lockouts, des boycotts, des listes noires et le reste. Le *laisser-faire* a déchaîné l'homme naturel; et l'humanité, avec son penchant naturel pour l'organisation, s'est rangée dans deux camps hostiles. C'est une organisation sans doute, mais une organisation anti-sociale. Le *laisser-faire* sans frein conduit à la guerre sociale. Il était grand temps que l'État intervînt, et par autre chose que des demi-mesures.

---

[1]) Gide et Rist, *Histoire des Doctrines économiques depuis les Physiocrates jusqu'à nos jours,* Paris 1913, p. 753 et 754.

Telle fut l'évolution du *laisser-faire* dans les pays où il put se développer sans entraves, en France, sa terre natale, en Angleterre, sa patrie adoptive.

En Allemagne, il ne put jamais prendre son libre essor. L'Allemagne de Frédéric-le-Grand, de Gœthe et de Kant se trouvait certainement imbue d'un large esprit d'universalisme. Dans les petites cours allemandes comme dans les grandes, le fait d'être étranger passait pour une recommandation tout à fait suffisante. Frédéric lui-même, tandis qu'il préparait la journée de Rossbach, faisait de mauvais vers français. Mais cet universalisme était celui du poète et du philosophe. Il demeura sans influence sur la politique pratique. Frédéric gouvernait son pays dans les traditions patriarcales du premier souverain; et ses ministres s'inquiétaient fort peu du libre échange international ou de *l'ordre naturel.* Leur ordre naturel à eux était celui de la baguette et du code prussien.

Cependant, le mot de Voltaire d'après lequel la France règne sur la terre, l'Angleterre sur la mer, et l'Allemagne sur les nuages continuait à être profondément exact... «Le trait caractéristique de l'Allemagne que Napoléon renversa, c'est que ses plus grands esprits furent, ou bien tels que Gœthe indifférents aux violentes secousses de cette époque, ou bien à l'instar de Beethoven sensibles aux idées abstraites mises au jour par la France révolutionnaire

bien plus qu'au patriotisme allemand. L'idéal de cette Allemagne, c'était l'art, la culture, mais non le patriotisme. Ses forces vitales s'employaient non à la production de capacités politiques ou de chefs militaires, mais à la *Critique de la Raison pure* de Kant, à la *Neuvième Symphonie* de Beethoven, au *Faust* de Gœthe.»[1])

Pour la génération nouvelle, *Iéna* fut un châtiment et un réveil. Comme Bismarck l'a fort bien dit, les brochets de la mare européenne ne voulaient pas permettre à la Prusse de devenir carpe. Elle se décida donc à devenir brochet; brochet elle se fit, et elle sut montrer les dents.

Le Grand Frédéric n'était certainement pas carpe. Il eût pu dire: *l'État c'est moi,* avec plus de raison que ne l'avait fait le *Roi Soleil.* Mais comme il ne tolérait pas le moindre brochet à ses côtés, il ne laissa derrière lui aucune organisation mentale impersonnelle, comme par exemple l'État-Major moderne, qui pût soutenir le manteau du grand homme contre un monde d'ennemis. La ruine et l'humiliation furent le lot de ceux qui le suivirent.

En Décembre 1807, alors que les Français occupaient encore Berlin, le roi, la cour et le gouvernement avaient abandonné la capitale. Seul, le

---

[1]) «*Germany and the Prussian Spirit*», extr. de «*Round Table*», Sept. 1914, cité dans: J. A. R. Marriott et C. Grant Robinson, *The Evolution of Prussia,* Oxford 1915, p. 230.

voyant Fichte y resta. Doué d'un courage inimitable et d'une inspiration élevée, il prononça ses «discours à la nation allemande» [1]) dans la grande salle de l'Académie des Sciences, pendant que «des espions français s'étaient mêlés au grand auditoire suspendu aux lèvres de l'orateur». [2])

Comme l'indique ce titre, ces discours furent adressés prophétiquement à la nation allemande, à l'organisation de l'avenir, plutôt qu'à l'agglomération particulariste des États, grands ou petits, amis ou ennemis, qui jusqu'aux temps d'Austerlitz et d'Iéna représentait cette survivance vénérable, le Saint Empire Romain, et qui avait tout l'air de vouloir perpétuer ses traditions.

Fichte fut le premier à établir de façon claire et logique une distinction entre l'État et la Nation, ainsi qu'entre la loyauté civique, basée sur une simple communauté de territoire et, pour se servir de sa propre expression, «la flamme dévorante du grand patriotisme qui conçoit la Nation comme l'incarnation de l'Éternel, à laquelle chacun doit se sacrifier, l'homme de cœur avec joie, l'homme vulgaire ... au besoin par la contrainte». [3])

Ne semble-t-il pas que dans ces quelques lignes inspirées l'âme néo-germanique passe devant nous

---

[1]) *Reden an die deutsche Nation.*

[2]) Marriott and Robertson, op. cit., p. 230.

[3]) Fichte, cité par Marriott and Robinson, op. cit., p. 231.

comme dans le miroir du magicien? A l'heure suprême de la détresse nationale, le créateur de *l'Idéalisme transcendental* devient le pionnier du nationalisme transcendental et du militarisme mystique; le tout bâti sur les fondations de la logique franco-latine. Car n'est-il pas vrai que le philosophe transcendental d'Allemagne a reçu d'au delà du Rhin une grande part de son inspiration? Ne fut-il pas même pendant un certain temps un admirateur des *Sans-culottes*, et n'eut-il pas toujours l'âme remplie du génie créateur et organisateur de la Convention, ce «Jacobinisme militaire», qui (n'en déplaise à Carnot) fut, il me semble, le vrai et impersonnel «Organisateur de la Victoire»? [1])

Ainsi renaquit des cendres de la Révolution française le feu sacré de l'idée nationale, qui devait changer la face de l'Allemagne, de l'Europe et du monde.

Les leçons de Fichte ne furent pas longues à prendre une forme pratique dans la vie de ses auditeurs. Le *Tugendbund* se forma. L'éducation fut réorganisée. Le service militaire obligatoire et universel fut institué. La guerre d'affranchissement ne fut pas seulement la libération matérielle du joug napoléonien, mais aussi la libération spirituelle des

[1]) Voir Treitschke, *Fichte und die nationale Idee* (Ausgewählte Schriften von Heinrich von Treitschke, Leipzig 1911, vol. I, p. 273); et Dr. Anton Menger (Vienne) *Das Recht auf den vollen Arbeitsertrag,* Stuttgart 1910, p. 32.

influences étrangères à la race. Les Sociétés de gymnastique couvrirent le pays d'un réseau de centres nationalistes, attisant l'enthousiasme patriotique dans les villes et les campagnes. Stein, Hardenberg, Scharnhorst avaient créé la nouvelle Prusse. La chute de Napoléon Ier ne fut que le prélude de l'Unité de 1871.

Le développement graduel de ce sentiment de l'Unité allemande donne une nouvelle impulsion au nationalisme. Ce que la jeune génération avait perdu en culture, elle la gagne évidemment en force. Dans ses *Souvenirs de jeunesse d'un vieillard,* Wilhelm von Kügelgen rapporte, vers 1818, des impressions de jeunesse d'une couleur et d'un caractère fort différents de ce qu'auraient pu être celles d'un étudiant de l'époque d'avant Iéna. Son ami Beckedorff lui ayant recommandé, à lui et à ses camarades, de «mettre dans leurs ébats gymnastiques plus de zèle, de modestie, d'obéissance et d'amabilité», afin de ne pas déplaire aux pouvoirs du jour, il écrit:

«En regard du but sublime que j'avais en vue, l'avis de Beckedorff me parut par trop bourgeois, car j'étais persuadé qu'il y avait quelque chose de pourri en Allemagne et qu'on ne pouvait y remédier ni par la modestie ni par l'amabilité, mais uniquement par la plus impudente manifestation de force et de puissance.[1])

---

[1]) *Jugenderinnerungen eines alten Mannes, Wilhelm von Kügelgen*, Ebenhausen près Munich, 1913, p. 352.

N'est ce pas là un avant-goût du «Deutschland über alles» si fort en vogue un siècle plus tard? Cependant, il est encore agréablement mitigé d'une touche de l'humanisme et du scepticisme des aînés: «La vertu de César était autre que celle de Brutus; la vertu de Diogène différait de celle de Caton et de Scipion. Si l'on fait abstraction de la vertu chrétienne, la vertu humaine et patriotique en elle-même est un singulier protée et peut se manifester aussi bien par le massacre et la dévastation que par le boire et le manger.»[1])

Puis vint, en 1833, le *Zollverein*. Sa constitution marque le début d'une réaction formidable contre l'école anglo-française régnante du libre-échange. Friedrich List, l'un des précurseurs les plus intéressants de ces Germano-Américains «à trait d'union» de nos jours — et un précurseur économique dont pour moi la valeur a été trop méconnue jusqu'ici — entra en scène avec son Système d'économie nationale, la véritable *«Économie politique»*, opposée à l'*«Économie cosmopolitique»*, comme il appelait les systèmes de Quesnay et d'Adam Smith.[2])

List se fit l'avocat ardent du protectionnisme et accusa les économistes anglais de recommander aux

---

[1]) Kügelgen, op. cit., p. 350.

[2]) Voir le chapitre *Die politische und die kosmopolitische Oekonomie* dans *Das nationale System der politischen Oekonomie von Dr. Friedrich List, Stuttgart und Tübingen, Cotta 1841* (Neudruck Jena 1910), p. 204—220.

autres nations un libre échange qui ne devait profiter qu'à leur propre pays. List, dit le professeur Haney de l'Université de Texas dans son *History of Economic Thought,* « envisage immédiatement un but bien précis, qui est de renverser les principes de l'*École,* comme il appelle Adam Smith, J. B. Say et leurs disciples; mais derrière ce but, on voit percer le désir de montrer aux nations comment elles pourraient renverser la suprématie commerciale de l'Angleterre. . .

Les hommes de l'*École,* les disciples d'Adam Smith, ont fait abstraction du monde tel qu'il est et ont bâti sur des hypothèses qui n'ont rien de la réalité, n'en ont jamais rien eu et n'en auront peut-être guère à l'avenir. Ils ont considéré le monde entier comme vivant dans la paix la plus harmonieuse, et n'ont tenu aucun compte des différences de nationalité ».[1])

Il est extrêmement intéressant de voir un économiste germano-américain proclamer dès le premier quart du 19e siècle, ce même *delenda Carthago* anglophobe qui, en l'an de grâce 1916, s'échappe des lèvres de millions de ses compatriotes « à trait d'union »: *Gott strafe England !*

Revenant au chapitre du Système national de List intitulé « La Suprématie insulaire et les Puissances continentales », nous y reconnaissons l'origine première de cette obsession :

[1]) Haney, op. cit., p. 319/20.

«Une règle de prudence élémentaire dicte à celui qui est arrivé au faîte des grandeurs de repousser derrière lui l'échelle qui lui a servi à atteindre le but, afin d'empêcher autrui d'y monter après lui. C'est là tout le secret de la doctrine cosmopolite d'Adam Smith, des tendances cosmopolites de son grand contemporain William Pitt et de tous ses successeurs dans l'administration britannique. Une nation qui est parvenue, par des mesures de protection et des restrictions à la liberté de navigation, à assurer à sa flotte marchande et à son industrie un développement défiant toute concurrence n'a rien de mieux à faire que de repousser l'échelle de sa grandeur, de vanter aux autres nations les avantages du libre échange et de s'accuser avec contrition d'avoir vécu jusqu'ici dans l'erreur et d'avoir tardé à reconnaître la vérité.» [1])

List était adversaire ardent du *laisser-faire* et partisan de l'intervention gouvernementale. «Jusqu'à ce jour, il a conservé de nombreux disciples, bien qu'en général ceux-ci aient englobé l'agriculture dans le mur protectionniste, et son influence dans le monde officiel allemand demeure considérable. La politique allemande des chemins de fer s'est ressentie dans une forte mesure de ses principes économiques. Aux États-Unis, la plateforme du parti républicain a longtemps reposé sur ses doctrines.» [2])

[1]) Friedr. List, op. cit., p. 476.

[2]) Haney, op. cit., p. 325.

J'ai parlé un peu longuement de Friedrich List parce qu'il me paraît constituer un lien entre le passé et le présent et expliquer bien des points qui sans cela paraîtraient obscurs dans l'évolution du nationalisme allemand et dans l'attitude du gouvernement et du peuple allemands.

List ne fut pas un simple théoricien professoral, mais un homme en chair et en os, à idées révolutionnaires et possédant l'expérience de la persécution, l'expérience aussi d'une vie nouvelle dans un pays nouveau et au sein d'une nation nouvelle.

Adversaire et victime du régime réactionnaire inauguré après la chute du grand Napoléon, il s'était réfugié en Amérique, où il commença par faire de l'agriculture en Pensylvanie pour s'adonner ensuite à la spéculation des mines et chemins de fer et se révéler enfin comme éditeur heureux. Dans son journal la *National-Zeitung*, paraissant à Reading, Pensylvanie, il publia sur le libre-échange une série d'articles qu'il groupa en 1827 sous forme de brochure intitulée: *Outlines of American Political Economy in a series of letters addressed by Frederick List to Charles F. Ingersoll.* Les idées maîtresses de ces articles furent englobées plus tard dans son grand ouvrage *Das nationale System*, conçu « sur les bases empirico-historiques les plus larges » et publié à Stuttgart en 1840, après son retour d'Amérique. [1])

[1]) Haney, op. cit., p. 318.
Prof. Dr. H. Wæntig, Introduction au *Système National* de List, rééditée à Iéna 1910.

J'ai l'impression personnelle bien nette que List, plutôt que Roscher[1]) fut le véritable inspirateur de l'école historique allemande d'économie politique, de cette école qui, se basant sur le relativisme de la doctrine économique sociale et sur le Système National de List plutôt que sur le Système international d'autres auteurs, devait jouer un rôle si prépondérant dans le développement de l'Allemagne moderne. C'est à List et à ses successeurs spirituels qu'il convient d'attribuer la transformation de la glaise inconsistante de 1820 d'où surgit, tel le colosse d'Arminius dressé sur la forêt mystérieuse, l'édifice puissant du surnationalisme pangermanique.

Me sera-t-il permis, à ce propos, d'avancer un paradoxe:

Allemand réfugié en Amérique, List ne devait pas échapper à l'influence profonde du milieu américain. Grand admirateur des écrits d'Alexandre Hamilton, l'éminent homme d'état, financier et général de la jeune République, il vécut au sein d'une génération pour laquelle les noms de Washington, de Hamilton, de Lafayette étaient autre chose que de simples conceptions didactiques. Ces hommes portaient encore vivant dans leur cœur et dans leur maison le Nationalisme de la Déclaration d'Indépendance. Mais cette Déclaration elle-même était

[1]) Prof. Wilhelm Roscher, *Grundriss zu Vorlesungen über die Staatswirtschaft nach geschichtlicher Methode,* Göttingen 1843.

fille de la France et des Encyclopédistes. Donc — le Nationalisme allemand dans son réalisme moderne, contrastant avec les rêveries nuageuses des premiers *Turnvereine*, n'est pas national du tout, mais procède directement de la Déclaration d'Indépendance et — de la Grande Nation.

Concurremment avec les attaques frontales menées par List et Roscher contre la citadelle du libéralisme, Karl Marx entreprenait, dans la Rheinische Zeitung, d'en saper les fondements mêmes. Après la suppression de son journal en 1843, il continua sa propagande à Paris et à Bruxelles, et prit une part active aux évènements de 1848. Dans la suite, il se réfugia à Londres où s'écoula dès lors la plus grande partie de sa vie. Fidèle aux instincts qui dominent sa race depuis l'époque de sa dispersion, Marx était citoyen de Cosmopolis. Mais son cosmopolitisme était aussi différent de l'humanitarisme mercantile de Manchester qu'il était antagoniste des traditions des tribus teutonnes. Côte à côte avec sa théorie scientifique du capitalisme portant en lui-même le germe de la dissolution, et du *laisser-faire* père de la corruption — phénomènes qu'il n'était nullement désireux de voir arrêter par des palliatifs artificiels et gouvernementaux — il avait conçu un message pratique à l'adresse des masses gémissantes: la solidarité des travailleurs du monde entier. Sur cette base il édifia dans le domaine théo-

rique la nouvelle orthodoxie de son œuvre *Das Kapital,* «l'évangile socialiste»; et dans le monde des travailleurs, il créa l'immense organisation militante, «la fameuse association dite *l'Internationale* qui fut l'épouvantail de tous les gouvernements de l'Europe de 1863 à 1872».[1])

En même temps, dans les classes bourgeoises, les aspirations nouvelles tendant à la réforme sociale avaient donné naissance en 1872 au Congrès d'Eisenach et à la création du *Verein für Sozialpolitik,* avec ses tendances doctrinaires prononcées d'ordre moral et nationaliste, et sa «négation des lois naturelles».[2])

C'est ainsi que dès ses débuts, dans la première moitié du 19e siècle, la pensée économique allemande s'était scindée en deux grands rameaux parallèles : l'un d'origine exotique et international en principe, mais alimenté par les conditions économiques contre nature des classes ouvrières;[3]) l'autre autochtone, mais entravé dans son développement par l'esprit conser-

[1]) Gide et Rist, op. cit., p. 530.

[2]) «La négation du droit naturel implique la négation des lois naturelles et c'est bien à quoi ont abouti *Frédéric List* dans son *Système national d'économie politique,* les socialistes de la chaire, les adeptes de l'école historique, tous Allemands».

Yves Guyot, op. cit., p. XLI.

[3]) Il est significatif, comme l'a fait remarquer entre autres le professeur Sarolea, que tous les chefs intellectuels de la démocratie sociale allemande sont israélites : Marx, Lassalle, Engels, Singer, Kautsky, Bernstein ; Liebknecht était également, à ce que je crois, d'origine juive. Voir Sarolea, *Europe's debt to Russia,* Londres 1916, p. 174.

vateur de ses promoteurs. Opposés l'un à l'autre, mais s'influençant mutuellement, le nationalisme du professeur teuton et l'internationalisme du révolutionnaire juif grandirent en sagesse. J'essaierai d'esquisser ici à grands traits le processus grâce auquel l'intransigeance marxiste et le nationalisme bourgeois s'atténuèrent graduellement et se rapprochèrent l'un de l'autre, l'un en passant au socialisme d'État d'Adolf Wagner et des «socialistes de la chaire», l'autre à la démocratie sociale parlementaire de Bernstein, pour finir par se fondre — pour un temps — dans le creuset de la grande guerre.

L'industrialisme moderne fut relativement lent à se développer en Allemagne; mais lorsqu'il vint, ce fut à la façon d'un déluge. Un monde entier de travailleurs surgit tout à coup et s'affirma sous l'influence de la personnalité magnétique de Lassalle. Après la mort prématurée de ce tribun, le souvenir de son éloquence survécut dans les esprits comme une flamme vivante. L'agitation persista, et en 1869 Liebknecht et Bebel, suivant les traces de Marx, fondèrent «*le parti social démocratique des travailleurs*».

Dès lors, la doctrine révolutionnaire de Marx, tempérée sans doute par la grande vague de patriotisme qu'engendrèrent les victoires de 1864, 1866 et 1870, a perdu du terrain, tandis que la fraction modérée, les «révisionnistes» comme ils s'intitulent

eux-mêmes, prenait la haute main dans les conseils du parti, préchant l'évolution opposée à la révolution.

Les partis bourgeois, émus par les progrès de la démocratie sociale, se montrèrent à leur tour enclins aux concessions. Dès les premières années qui suivirent 1870, l'esprit public avait le pressentiment d'un changement. L'école historique, avec son penchant inné pour le nationalisme, le protectionnisme et l'intervention gouvernementale, proclamait dès longtemps que les principes économiques n'étaient que relatifs. Le *Verein für Sozialpolitik* s'était incarné dans le *Socialisme de la chaire* et le *Socialisme d'État* d'Adolf Wagner et de ses amis. Ce système si délicieusement vague, qu'en France on nomme «*Interventionnisme*» et qui, fort loin d'être un «système économique proprement dit», n'est en réalité qu'une «conception de politique pratique» dont les adhérents sont libres de nourrir les vues théoriques les plus diverses.[1])

La doctrine de Wagner trouva donc, dans les classes dominantes de la bourgeoisie, un terrain bien préparé. De même, bon nombre de démocrates-socialistes, pressés de voir aboutir une réforme partielle pour pallier aux souffrances de l'heure, étaient prêts à appuyer ses propositions dans la pratique. Somme toute, l'idée n'était pas nouvelle. Elle avait

[1]) Gide et Rist, op. cit., p. 482. (Si j'avais une profession de foi à faire, je préférerais la dénomination d'«interventionniste» à celle de «socialiste d'État» dont elle ne partage pas l'arrière-goût de controverse.)

été discutée par les pères du socialisme, toujours à l'exception de Marx. Rodbertus et Lassalle avaient «cherché à découvrir une sorte de compromis entre la société actuelle et la société future, en prenant pour levier la puissance de l'État moderne».[1] Les partis formèrent donc un compromis tacite, et le professeur Wagner avec ses amis devint un pouvoir dans l'État.

Bismarck, l'«honnête courtier» qui n'avait pas dédaigné de mystérieuses transactions avec Lassalle parvenu au zénith de sa carrière d'agitateur socialiste,[2] s'empressa de profiter, pour ses vues politiques, d'un mouvement d'essence morale et nationale qui s'abstenait de porter une critique subversive sur la propriété ou les institutions dominantes.[3] Il consulta donc fréquemment Wagner sur les sujets économiques. En fait — ainsi que l'observe le prof. Rist — le meilleur propagandiste du socialisme d'État en Allemagne fut le prince de Bismarck. «La théorie du socialisme d'État le laissait fort indifférent. Il préférait pour justifier sa politique sociale, invoquer les principes du christianisme ou ceux du Landrecht prussien.»[4] «Un os pour Cerbère», telle fut toujours sa devise. Il ne s'en départit pas dans cette occa-

[1]) Gide et Rist, op. cit., p. 489.

[2]) Gide et Rist, op. cit., p. 490.

[3]) Gide et Rist, op. cit., p. 524.

[4]) Gide et Rist, op. cit., p. 525.

sion. En favorisant les intérêts matériels des ouvriers il espérait les attacher à l'empire qu'il venait de fonder.[1])

C'est ainsi que naquirent, de 1879 à 1889, les grandes mesures de la législation sociale contre la maladie, les accidents, l'invalidité et la vieillesse qui ont certainement contribué pour une bonne part à maintenir en Allemagne la bonne harmonie entre les ouvriers et l'État. Par ses deux fameux rescrits de février 1890, l'empereur régnant donna une nouvelle impulsion à cette législation sociale inaugurée par Bismarck et les socialistes académiques.[2]) Dès lors les préparatifs discrets pour organiser l'empire sur une base d'étatisme ont été poussés à un degré de perfection que la guerre actuelle vient seulement de nous révéler.

En Allemagne, un compromis politique entre le gouvernement et les divers partis avait donc réalisé partiellement le programme du socialisme d'État, sans restrictions doctrinaires, s'appuyant sur un système économique semi-officiel, patriotique et nationaliste; système participant autant du mysticisme moyenâgeux, que de l'utilitarisme moderne, aussi différent du système démocratique-cosmopolite

---

[1]) «Ainsi la Révolution française s'était attaché les paysans par la vente des biens nationaux.» Gide et Rist, op. cit., p. 525.

[2]) Gide et Rist, op. cit., p. 526; Marriott and Robinson, op. cit., p. 420.

de l'occident que la nuit l'est du jour — ou le jour de la nuit, si l'on préfère ce point de vue.

Mais les réformes n'avaient pas été poussées assez loin. Le parti démocrate-socialiste, et surtout son aile marxiste, demeurait inquiet. Les forces intérieures paraissaient équilibrées; mais c'était un équilibre instable. La stabilité vint avec la guerre. Mais la paix même victorieuse, troublera aisément cet équilibre, si les réformes convenables ne sont pas réalisées à temps. L'antagonisme entre l'internationalisme judaïque et le nationalisme teuton n'est que suspendu; le réglement final n'est pas encore intervenu.

Cependant, le *laisser-faire,* qui n'eut jamais de patrie en Allemagne, commençait à perdre pied en France et en Angleterre, dans ces pays soi-disant libéraux, mais en réalité si conservateurs dans leur façon de penser. Comme d'habitude, ce sont les théoriciens qui ouvrent le feu. Dès 1880, le Dr. Ingram, économiste irlandais, pouvait écrire que la doctrine du *laisser-faire* « a perdu désormais son caractère sacro-saint. . . . Les économistes eux-mêmes, pour la plupart, se sont convertis; parmi les théoriciens, Herbert Spencer se fait l'effet d'une *vox clamantis in deserto,* lorsqu'il proteste contre ce qu'il appelle la nouvelle servitude de l'ingérence gouvernementale ». [1])

[1]) *A History of Political Economy* par John Kells Ingram, Londres 1915, p. 297/8.

En Suisse, le professeur Auguste Oncken prononce, en 1886, un jugement sévère sur cette doctrine:

«La maxime du *laissez faire et laissez passer*, qui fut à l'origine le mot d'ordre des opprimés et naquit d'un élan louable en soi vers le progrès et la liberté, est devenue de nos jours le symbole haineux de l'oppression et de la réaction. L'ancien *laissez-nous faire*, dirigé autrefois contre les entraves gouvernementales et considéré par suite comme un principe d'activité, est remplacé aujourd'hui par le droit de *ne rien faire.* Le privilège des classes aisées de ne pas être tenues à rien faire au point de vue social, s'appuyant encore, sous les auspices de Malthus, sur une loi naturelle hérissée de sanctions sociales; tels sont les principes qu'aujourd'hui l'école de Manchester défend à l'aide de cette maxime.»[1])

Et en 1906 un avocat anglais proclame en ces termes le déclin du *laisser-faire:*

«Les simples et les ignorants ont-ils droit à la protection légale, ou les livrerons-nous à la merci de la Nature au bec et aux ongles rouges de sang?

La vieille doctrine extrême du *laisser-aller* a fait son temps, malgré les essais tentés par-ci par-là pour la faire renaître.

L'intervention de l'État s'est manifestée dans

[1]) *Die Maxime laissez faire et laissez passer, ihr Ursprung, ihr Werden,* Berne 1886, p. 130.

presque toutes les variétés de contrat, avec un succès incontestable ».[1])

En France également, et dans la plupart des autres pays progressistes, on a adopté des lois améliorant les conditions d'existence de la classe ouvrière, mais absolument insuffisantes pour satisfaire les masses. Le *laisser-faire* est le plus incorrigible des « trompe-la-mort » parlementaires. Çà et là cependant, le progrès a été réel, et sous certains rapports, l'Australie ouvrière telle qu'elle était avant la guerre semblait avoir surpassé en apparence «l'Allemagne impériale» dans son affirmation de l'autorité de l'État. En apparence, dis-je. Car au point de vue de l'organisation industrielle et commerciale appliquée à la guerre, rien absolument n'avait été fait ailleurs qu'en Alle-

[1]) Bellot, *The legal Principles and Practice of Bargains with Moneylenders in the United Kingdom of Great Britain and Ireland, British India and the Colonies,* Londres et Madras 1906, p. 53.

* * *

Avant de prendre définitivement congé du *laisser-faire* moribond, je considère presque comme un devoir de rappeler son souvenir en quelques mots. C'est à vous que j'en appelle, ami anglais que je citais au début de ces lignes. Après tout, *laisser-faire* fut notre premier amour. Et quelque déchu qu'il soit aujourd'hui, il n'en a pas moins exercé sur nos vies une influence considérable, sinon toujours salutaire.

Inutile de parler du *laisser-faire* aux jours de sa prospérité. Sa notoriété fut universelle. Mais dans ses débuts libres et obscurs, il a pour moi quelque chose d'intéressant et de sympathique. Le professeur Gide me paraît un peu dur en répudiant jusqu'à son nom banal et inutile sauf par le bruit qu'il a fait dans le monde,

magne. Dans les pays anglo-saxons en particulier, on semblait considérer la guerre comme un vestige

---

et en nous renvoyant à Turgot et à Oncken pour la recherche de son origine douteuse, ajoutant que «au reste. . . cette recherche n'a pas grand intérêt.» Pour moi, au contraire, dans ce cas particulier, la recherche de la paternité me paraît absolument légitime et parfaitement intéressante. Je crois, que mon ami anglais sera d'accord. Qu'il me permette de lui citer M. Yves Guyot, chez lequel il trouvera moins d'érudition peut-être, mais plus de chaleur:

«La formule *laissez faire, laissez passer* est attribuée à Gournay. M. Oncken prétend que cette expression: laissez faire, est beaucoup plus ancienne; laissez-nous faire, aurait dit un commerçant nommé Legendre, à Colbert, vers 1680.

Vers l'année 1736 Voyer d'Argenson dit dans ses Mémoires: laisser-faire, telle devrait être la devise de toute puissance publique depuis que le monde est civilisé. L'addition: laissez passer, aurait été faite en 1758 dans une réunion de l'école physiocratique, à laquelle assistait Gournay. Quesnay en parle pour la première fois en 1767, dans sa lettre sur le *Langage de la science économique:* Vous, Monsieur, avec les autres que vous appelez vos maîtres, vous prétendez que la liberté et la facilité du commerce de toute espèce doivent toujours être parfaites, entières, absolues, afin qu'il en résulte la plus grande concurrence possible ; vous ne connaissez qu'une seule règle du commerce, c'est — pour me servir de vos propres termes — de laisser passer et de laisser faire tous les acheteurs et tous les vendeurs quelconques; . . . vous prétendez que tout ce qui gêne la liberté, tout ce qui diminue le nombre des concurrents, par des prohibitions, des exclusions et des privilèges, est *injuste et funeste;* voilà votre doctrine sur la concurrence exprimée, selon moi, avec toute l'exactitude grammatisée par ces mots: la plus grande concurrence possible . . . Doctrine nouvelle, ajoute Quesnay, et avec raison. Elle ne date que des physiocrates, mais elle date d'eux, comme le prouvent les citations que je viens de faire, et elle n'est encore connue et acceptée que d'une très petite minorité dans le monde.»

Yves Guyot, op. cit., p. XXX—XXXIII.

du passé, qui ne valait pas le sacrifice de la plus petite théorie. Personne ne paraissait se rendre compte de l'étendue des préparatifs allemands. Les indiscrétions — voulues ou non — de Bernhardi étaient qualifiées de bluff, et quand la guerre éclata, le monde demeura stupéfait à la première manifestation de cette épouvantable machine militaire, industrielle, commerciale et agricole, dont la vraie nature nous est révélée de jour en jour dans toute sa grandeur par la presse mondiale.

Comme je l'ai déjà dit, les puissances de l'*Entente* paraissent avoir été prises absolument au dépourvu par une préparation aussi complète. Elles avaient à ce point le *laisser-faire* dans le sang, si l'on peut ainsi dire, que leurs autorités ne semblent point s'être rendu compte du véritable sens de la politique de la Wilhelmstrasse. Tandis que le Teuton aiguisait son épée, les politiciens de l'Entente perdaient leur temps à discuter sur le pacifisme, la réduction des armements, l'anti-militarisme et les grèves générales. De bénévoles rêveurs péroraient prématurément sur les États-Unis d'Europe et la Fédération universelle. La dure nécessité seule était capable d'ouvrir les yeux des politiciens et des parlements. Cette nécessité vint. La France, avec l'intuition rapide du génie gaulois, fut la première à se rendre compte de la situation nouvelle. Après les premiers revers, elle s'évertua à suivre l'exemple de l'ennemi en

mobilisant toutes les ressources de la nation et de l'État; et la génération nouvelle s'est révélée plus digne que jamais des traditions de la *Grande Nation.* Mr. Lloyd Georges, cette figure la plus fascinante parmi les hommes d'État anglais, vint infuser, grâce au levain de son imagination celtique, une vie nouvelle aux qualités solides de l'ouvrier anglo-saxon. La Russie, entravée par l'insuffisance des voies de communication et l'imperfection de son développement industriel, a déjà fait des merveilles. Et les autres alliés emboîtent le pas. Quel que soit le vainqueur, c'est l'organisation qui aura gagné la journée.

En mal ou en bien, la grande guerre aura donc amené le triomphe de l'organisation. Mais ce triomphe coûtera cher, en valeurs matérielles non moins qu'en biens spirituels.

Déjà, les budgets militaires de tous les pays ont atteint un montant fabuleux. L'autre jour, le premier ministre britannique annonçait au parlement que le pays dépense actuellement, pour son armée, sa flotte et ses munitions, trois millions de livres sterling ou soixante-quinze millions de francs par jour, abstraction faite de toute autre dépense. [1]) Suivant un article du *Journal de Genève,* [2]) la consolidation des crédits a déjà entraîné, pour la Dette nationale

[1]) *Neue Zürcher Zeitung,* 22 mars 1916.

[2]) *La situation financière après dix-huit mois de guerre,* Journal de Genève, 21 février 1916.

anglaise, une augmentation de 23 milliards 750 millions de francs, auxquels il faut ajouter les 17 milliards 650 millions existant avant la guerre. Un autre journal suisse dit: «Les prévisions pour l'année courante donnent le total formidable de 1600 millions de livres sterling (40 milliards de francs), dont 1170 millions utilisés en Grande-Bretagne même; les avances aux alliés et aux grandes colonies s'élèveront à 420 millions.»[1]) Les dépenses de l'Allemagne sont évaluées à 2500 millions de marks par mois, et jusqu'à ce jour des crédits du montant total de 40 milliards ont été votés pour couvrir ces dépenses.[2]) Les alliés, de part et d'autre, dépensent dans des proportions analogues. Dans la séance du Reichstag du 16 mars, le ministre allemand des finances, le secrétaire d'état Helfferich déclare:

«J'évalue la dépense totale depuis le début de la guerre jusqu'au 31 mars 1916 à 100—105 milliards de marks chez nos adversaires, à 50—55 milliards chez nous et nos alliés».[3])

Dans le dernier numéro de la *Internationale Rundschau*,[4]) le professeur Charles Gide, de l'Univer-

[1]) *Basler Nachrichten*, 8 mars 1916.

[2]) *La situation financière après dix-huit mois de guerre*, Journal de Genève, 8 mars 1916.

[3]) *Dépêche de l'agence Wolff, Neue Zürcher Zeitung*, 16 mars 1916.

[4]) Zurich, Institut artistique Orell Füssli, 15 avril 1916: *Die Kriegskosten und ihre ökonomischen Folgen.*

sité de Paris, publie un article intéressant sur la question des frais de guerre et de leurs conséquences économiques.

En France, dit-il, la guerre nécessitera une majoration budgétaire d'au moins 3 milliards de francs pour le paiement des intérêts annuels des emprunts de guerre.

Comment se procurera-t-on ces trois milliards?

1. Par des économies?

Mais le seul article du budget dont le montant soit comparable à celui de la dette publique, ce sont les dépenses militaires. Le professeur Gide ne croit pas à une prochaine réduction des armements.

2. En élevant les droits de douane?

Il sera difficile d'imposer nos alliés d'hier, et les droits prohibitifs prévus sur les marchandises ennemies ne contribueront guère à accroître nos revenus.

3. En recourant aux monopoles d'État?

Il n'y a qu'un seul monopole dont on puisse espérer un rendement se rapprochant dans une mesure raisonnable de ce déficit gigantesque. C'est le monopole de l'alcool.

Mais les conséquences qui peuvent en résulter pour un pays ne sont pas faites pour nous engager à couvrir les frais de la guerre en favorisant l'alcoolisme.

4. Reste l'impôt sur le revenu, si redouté du rentier français. Il ne sera pas possible d'imposer les petits propriétaires. Le nouvel impôt sur le revenu devra donc être supporté par les classes riches et aisées. Le revenu total de ces catégories de citoyens peut être évalué en France à environ 12 milliards de francs. Si nous fixons le déficit à 3 milliards, le contribuable devra donc verser, en plus de ce qu'il paie déjà, un montant équivalent à 25 p. cent de son revenu. En d'autre termes, l'État s'emparera, tout compté, de plus du tiers des revenus du contribuable.

Les grands riches paieront davantage encore si, comme cela paraît probable, le nouvel impôt est établi sur la base d'une progression énergique. Comme avant-goût de ce qui les attend, les capitalistes feront bien de méditer les paroles adressées par un représentant du gouvernement allemand à une assemblée de la haute finance:

« Messieurs, aurait-il dit, vous ferez bien de vous préparer à sacrifier, après la guerre, une bonne partie de vos biens».

Le point faible de l'impôt sur le revenu, selon le prof. Gide, réside dans le fait que l'État s'emparera des revenus du capital productif pour satisfaire aux exigences du capital «mort» des souscripteurs aux emprunts de guerre — «forme de capital qu'on peut aisément qualifier de parasite dès qu'on oublie

qu'il a été employé pour la cause de la Défense Nationale.»

Quelque injustifié qu'il soit, voici un bon mot d'ordre pour les socialistes:

«3 milliards de moins pour la production, 3 milliards de plus pour la consommation improductive».

Il me semble que la conclusion logique soit la création d'un impôt démocratique sur le capital «mort» des porteurs de fonds, sur les fortunes grandes ou petites («impôt sur la fortune», *Vermögensteuer).*

Aujourd'hui, ce nouvel impôt se discute un peu partout; il a passé dans la pratique dans certains pays, en Prusse et dans d'autres États allemands, dans bon nombre de cantons suisses, d'États de l'Amérique du Nord et dans les Pays-Bas.[1])

Dans les pays belligérants une taxe très élevée sur la propriété sera certainement imposée après la

---

[1]) La taxe supplémentaire actuellement en vigueur en Angleterre (lois de finances de 1910 et 1915) paraît différer de l'impôt supplémentaire sur la fortune («Vermögenssteuer als Ergänzungssteuer») pratiqué dans les pays mentionnés. Comparer Elster, *Wörterbuch der Volkswirtschaft,* Jena, 1911, vol. II, p. 1172/8; et Wm Sanders, *The Practice and Law of Income Tax and Super Tax*, Londres 1916, chapitre sur la Taxe supplémentaire p. 404/12, ainsi que l'introduction p. XXXIII et XXXIV.

Toutefois, l'ouvrage de M. Sanders ne nous amène que jusqu'au début de l'année 1916. En ce qui concerne les développements les plus récents, je ne puis que renvoyer à M. Gustav Cassel, l'économiste suédois qui écrit dans le *Svenska Dagbladet* du 1er mai 1916:

guerre au patient capitaliste — à moins que, par une sage prévision des évènements, il ne cherche dès maintenant à y parer en jetant au molosse de la démocratie l'os du monopole; nous en reparlerons.

Voilà pour les pays belligérants.

Les pays neutres supportent eux aussi des charges énormes pour la défense de leur neutralité. Une part minime seulement de ces dépenses est défrayée par les impôts; le reste est couvert par des emprunts. Ces emprunts devront être remboursés un jour ou l'autre, si ce n'est par nous, du moins par les générations à venir. Leurs intérêts tout au moins devront être payés de suite, et cette charge seule suffira pour faire monter les impôts à un taux inoui. De nouvelles mesures radicales seront nécessaires. Comment les réaliser sans ruiner les riches et pousser les pauvres au désespoir?

Que devons-nous faire pour nous tirer de ce mauvais pas? Telle est la grande question qui se posera devant nous quand la paix tant désirée par le monde arrivera enfin, et avec elle le jour du

«Une nouvelle année financière s'est ouverte en Angleterre le 1er avril. Le caractère le plus saillant du nouveau budget est l'accroissement énorme des impôts . . . .

Le nouvel impôt sur le revenu est extrêmement onéreux sous sa nouvelle forme. Il débute par un taux de 11¼ p. cent sur le revenu du travail et de 15 p. cent sur le revenu du capital, avec un accroissement progressif allant jusqu'à 25 p. cent pour les deux catégories. A cela vient s'ajouter, pour les contribuables très riches, la taxe supplémentaire (super-tax) qui porte le taux à un maximum de 40 p. cent.»

règlement des comptes. Déjà, les financiers se creusent la cervelle pour découvrir de nouveaux objets imposables et de nouvelles sources de revenus. En Angleterre, une autorité bien connue en matière de finances, Sir Leo Chiozza Money, préconise l'introduction de la régie du tabac sur le modèle de la France, de l'Italie ou de l'Autriche. Dans les journaux, on parle d'un monopole des cigarettes en Allemagne. En Suisse, dans cette vieille patrie de la liberté d'où j'écris ceci, la question du monopole du tabac est en discussion. La Suéde décida en 1914 de monopoliser le tabac et d'accorder aux manufacturiers une compensation maximum égale à 12 fois $1/2$ la moyenne du bénéfice annuel. Ce monopole a été mis en pratique à partir du 1er Juin 1915.[1]) En Russie, on assure qu'une commission est en train d'étudier un nouveau système fiscal qui sera introduit après la guerre, et qui comprendra entre autres l'exploitation des forces hydrauliques par l'État.[2])

L'interdiction de l'eau-de-vie a dû être temporairement une source d'embarras pour le ministre des finances de Russie, car même dans ce pays, la question de trouver un revenu annuel de 800 millions de roubles n'est pas une bagatelle. Mais quel qu'en soit l'effet immédiat, cette mesure demeurera un monument à la

[1]) A. W. Madsen, *The State as Manufacturer and Trader, an examination of Government Tobacco Monopolies.* Londres, Fisher Unwin, 1916, p. 174 et 187.

[2]) *Les nouveaux monopoles en Russie.* Journal de Genève 25 février 1916.

gloire du souverain qui en prit l'initiative et prendra rang parmi les réformes les plus importantes qui furent jamais accomplies sur l'ordre d'un seul homme.

Est-il étonnant qu'en haut lieu, l'avénement de la paix soit envisagé avec anxiété? Tant que dure la guerre, on peut vivre au jour le jour avec des emprunts et des expropriations, sur le fonds de l'ardeur patriotique et de la loi militaire. Le retour de la paix amènera l'obligation de clôturer les comptes et de replacer les nations dans des conditions normales. Mais comment? Ce seul mot de *Paix* soulève une infinité de réclamations. Ce ne sont pas les valeurs matérielles seules qui sont en jeu. C'est là un point qu'on ne saurait trop souligner. L'ingéniosité humaine ne sera jamais en peine pour réparer des pertes matérielles. Mais ces pertes sont si inextricablement mêlées à des pertes d'un ordre plus élevé, d'un ordre immatériel, que les philosophes sont en droit de désespérer de la solution de ce problème. Etourdis par la force irrésistible des événements, nous assistons muets et recueillis à la réalisation des visions de Zarathoustra qui se manifeste aujourd'hui dans cette «transmutation de toutes les valeurs.»

Redescendons des sommets glacés «par delà le Bien et le Mal» et revenons aux plaines ensoleillées de la vie quotidienne et aux mille et un soucis domestiques qui vont nous assaillir après la guerre. Pour n'en mentionner qu'un seul: qu'allons-nous faire pour les

millions de héros qui à leur retour, ayant perdu l'habitude des occupations civiles, trouveront leurs places occupées par les femmes et les estropiés? Que ferons-nous des femmes, des ouvriers non-qualifiés habitués maintenant à toucher des salaires qui, avant la guerre, auraient émerveillé l'artisan le plus habile?

Vient ensuite le point de vue politique. La guerre a démontré que le socialisme d'État, l'interventionnisme, est non seulement possible, mais encore réellement utile pour plus d'une branche de la vie économique. Dans les pays belligérants, tout le monde se rend utile pour le service de la nation — que ce soit dans l'armée ou dans la marine, dans les munitions, dans la navigation ou les affaires en général, dans les hôpitaux, la Croix-Rouge ou autres institutions. Les usines sont nationalisées, les navires sont réquisitionnés, les prix sont fixés, les denrées nécessaires à la vie sont monopolisées par l'État, les femmes et les familles des soldats sont pourvues de retraites ou d'emplois — et tout cela non seulement dans la mi-socialiste Allemagne, mais dans l'Angleterre libre-échangiste. Croit-on vraiment la leçon perdue pour les ouvriers, et admissible un retour à l'ancien état de chose?

Avant la guerre, comme nous l'avons vu, le nationalisme et l'internationalisme se trouvaient en équilibre en Allemagne. Serait-ce le socialisme d'État teuton, serait-ce l'universalisme marxiste? La guerre

vint, et les congrès socialistes disparurent comme par enchantement. Mais l'esprit de Marx n'est pas mort, il dort seulement. Çà et là, on aperçoit des signes de réveil. En Prusse même, il y a eu des «incidents». Que dites-vous, ami lecteur, de cet extrait de la *Nouvelle Gazette de Zurich* du 19 mars 1916?

« A la Diète de Prusse. Berlin, le 17 mars. Dans la séance de jeudi de la diète prussienne, on entendit entre autres le député Liebknecht. Ayant demandé, au cours de son discours, que les écoliers fussent instruits des véritables causes de la guerre, et ayant fait observer que de nombreux citoyens avaient salué l'assassinat de Serajevo comme un don du ciel, ses paroles déchaînèrent une tempête d'indignation. Les cris de: Fi! la honte, éclatèrent de toutes parts. Le président, incapable de se faire entendre, finit par rappeler l'orateur à l'ordre. Le député Liebknecht ayant dit dans la suite, au milieu du bruit et des protestations, que les combattants des tranchées devraient retourner leurs armes contre l'ennemi commun, il s'attire un troisième rappel à l'ordre. Enfin, à l'unanimité sauf les voix socialistes, l'orateur se voit retirer la parole, aux applaudissements frénétiques de l'assemblée, partagés par le public des tribunes. »

Le *Journal de Genève* du 20 mars, commentant les mêmes incidents, écrit:

« A la séance suivante du Landtag, le socialiste Hoffmann a prononcé sur le même sujet un discours

aussi violent et accompagné des mêmes incidents. Les députés quittant la salle tandis qu'il parlait, Hoffmann dit qu'il ne tenait pas à ce qu'ils l'écoutassent, car ses paroles s'adressaient au peuple et aux soldats dans les tranchées, de qui il savait se faire entendre.»

J'ignore quel est actuellement le crédit dont MM. Liebknecht et Hoffmann jouissent parmi les millions d'adhérents que le socialisme compte en Allemagne. Mais pour moi, cet «incident» me semble gros d'avertissements et de prophéties. Si des paroles semblables peuvent se faire entendre en Prusse, cette grande *Caserne* de l'Europe, à quoi devrons-nous nous attendre de la part de gens moins disciplinés? Certes, les ouvriers anglais ont avalé la première comédie du service obligatoire, mais c'est sans bonne grâce aucune. En France, les roitelets de couloirs commencent à regimber contre la férule de l'état-major. En Italie, l'attitude des socialistes officiels n'a pas cessé d'être équivoque. Récemment, on a enregistré le bruit de négociations entamées entre eux et leurs collègues des pays neutres. Il aurait été question de convoquer un congrès général dans une capitale neutre, et de ressusciter *l'Internationale.*[1])

---

[1]) L'encre avec laquelle je viens d'écrire ce qui précède, n'est pas encore sèche qu'il m'arrive de Paris et de Berlin des nouvelles montrant que la marmite bouillonnante du socialisme international est près de déborder. La scission qui vient de se produire au sein de la démocratie socialiste allemande pourrait bien amener une séparation analogue parmi les socialistes et syndicalistes

Il sera d'un suprême intérêt de voir l'attitude que prendront, après la guerre, les démocrates-socialistes en Allemagne et les syndicalistes en France. En Allemagne, grâce à la discipline dont on s'y fait gloire, il est peu probable que l'État ait à redouter des conséquences bien sérieuses. Mais en France il en va autrement.

Avant la guerre, le syndicalisme militant de la République menaçait de devenir, bien plus que les trusts du capitalisme, un État au sein de l'État. Son

---

français. Pierre Renaudel, qui a revêtu le manteau tombé des épaules de Jaurès mourant, a entrepris une guerre de plume avec cet antimilitariste militant qui a nom Gustave Hervé. C'est l'existence tout entière du socialisme international qui est en jeu. Renaudel tient à ressusciter l'Internationale. Après la guerre militaire, il entend poursuivre à outrance la lutte des classes. Dans leur manifeste du 25 décembre 1915, les socialistes français avouaient déjà leur confiance latente dans la minorité de la démocratie sociale allemande dont la mission serait de sauver « l'honneur du socialisme international ». Aujourd'hui, Renaudel salue l'incident Haase comme un pas vers la réhabilitation de la démocratie sociale Allemande. Il voudrait que ce parti fît amende honorable à l'Internationale, dont il désire à tout prix éviter la disparition.

Gustave Hervé au contraire, s'est aperçu que le système de Marx a fait long feu, et que « l'action directe » du Syndicalisme n'est rien auprès des actions de dévouement accomplies pour le bien de la patrie.

Comme tant d'autres, chacun dans sa patrie, je suis pour la Paix, mais pour une paix véritable, une paix non seulement des nations, mais aussi des classes. Je suis persuadé que si chacun voulait sacrifier un peu de ses intérêts et de ses préjugés, il ne serait pas impossible de tendre au socialiste patriote une main courtoise et conciliante, et d'essayer de travailler en commun, pendant la guerre et après la guerre — *ad majorem Patriae gloriam.*

drapeau, c'est la solidarité révolutionnaire des associations libres de travailleurs — ces derniers opposés aux autres specimens du genre *homo sapiens*; — il ne veut pas entendre parler d'intervention gouvernementale, sauf de la sienne — celle des chefs de la Confédération générale du travail. Avant la guerre, ces messieurs formaient une sorte de petit gouvernement ouvrier agissant à côté de celui de l'Élysée, et jouissant souvent d'une influence plus considérable.

La guerre survint, et avec elle, le réveil de tout ce vieux fond d'idéalisme de la France à la fois si gai et si sérieux.

«Que m'importent enfants et femme?
«Qu'ils aillent s'il faut mendier.
«Moi, j'ai d'autres soucis dans l'âme:
«Mon empereur est prisonnier!» [1])

De nos jours encore, l'esprit des deux Grenadiers est vivant en France. Marquis et syndicalistes, financiers et apaches se sont retrouvés dans une union fraternelle — pour la Patrie!

Mais les héros, les idéalistes sont dangereux. C'est de Paris, centre éternel du monde des idées, que partira — s'il part jamais — le grand réveil des peuples. Malheur à nous, *beati possidentes*, si 89 et 48 devaient reprendre leur course à travers le monde!

---

[1]) Henri Heine. *Chansons et Poèmes*, transcriptions en rimes françaises par Maurice Pelleson, Paris, Librairie Hachette, 1911.

C'est pourquoi, ô pères conscrits, ne demeurez point immobiles dans vos chaises curules, pendant que César et Clodius arrangent pour vous les affaires de Rome. Comme jadis, l'égoïsme du Capital n'est pas plus dangereux que l'arrogance du Travail.

Nul ne saurait prétendre qu'une politique ferme, n'excluant pas les concessions convenables, ne serait pas de l'intérêt général. Si donc nos amis les socialistes, les démocrates-socialistes, les syndicalistes et tutti quanti ont vraiment à cœur le bien public, qu'ils prètent leur oreille à nos propositions et leur appui à nos efforts avant de mettre le monde sens dessus dessous. Tout au moins pourraient-ils nous accorder un délai de grâce, une trève de Dieu, tandis qu'après la grande guerre les peuples de l'Europe se rétabliront et que le système de la réforme économique ira se développant.

Et pour le reste de l'univers ?

Représentons-nous un instant l'Europe pacifiée, affaiblie, presque saignée à blanc ; chaque nation concentrée en elle-même, comme auparavant, les habitants absorbés par l'égoïsme de classe et la poursuite du bien-être matériel ; mais avec des armements agréablement limités et les ministres de la guerre et de la marine jouissant d'un repos bien mérité. Le « reste de l'univers » aura accumulé, pendant ce temps, une réserve énorme

de forces latentes, qu'il pourrait bien être tenté d'employer, à un moment donné, aux dépens de l'Europe, devenue à son tour «l'homme malade» de la politique internationale. Entre le pan-américanisme qui commence à s'affirmer à l'ouest, et la Chine républicaine qui est en train d'organiser, à l'est, la force motrice de ses 400 millions d'habitants, nous risquons fort, nous autres pauvres Européens, d'endurer quelque jour une rude secousse, si nous n'arrivons pas à convaincre nos hommes d'État de la nécessité de modifier entièrement leurs méthodes de reconstruction sociale.

Si nous voulons vivre en peuple libre, nous devrons nous décider à sacrifier une partie de notre liberté individuelle sur l'autel de l'indépendance nationale.

Sinon, d'autres nations ou d'autres continents nous imposeront certainement le principe commercial de la porte ouverte, c. à. d. de la concurrence illimitée des marchandises ou du travail, si ce n'est de tous les deux; et peut-être pis encore. C'est l'ironie du destin. [1])

---

[1]) «Et les gens ont vécu comme des grenouilles dans un puits, selon le proverbe japonais, jusqu'en 1853, lorsqu'ils furent rudement tirés de leur rêve de paix et de sécurité par le Commodore Perry envahissant le port d'Uraga avec une escadre de vaisseaux de guerre américains. Le 31 mars 1854, il extorqua un traité au *Shôgun* terrifié, et après 216 ans de retraite, le Japon reprit sa place dans le concert des nations.»

Il ne sera pas facile de doubler ces écueils. Cependant, à moins que la tourmente ne nous ait privés de tout courage, nous devrions encore être à même de suivre un cours capable d'amener au port du refuge le navire désemparé de l'État. Ce sera peut-être, qui sait? ce même port du compromis social et de l'évolution, rêvé par des hommes aussi différents que Lassalle et Adolf Wagner. La tâche ne paraît pas impossible, maintenant que la lutte pour l'existence a chassé toute absurdité et a fait de nous tous des philosophes.

Mais «les philosophes sont dans la lune» tandis que nous demeurons encore sur cette belle terre. «La spéculation et la théorie encerclent le monde comme une muraille.»

Une seule solution pratique d'un seul problème économique vaut mieux que tout un système d'amélioration théorique. Dans le cas présent, il ne semble pas téméraire d'envisager un plan pratique de réformes financières capable tout au moins d'adoucir les difficultés que la colombe de paix nous apportera. Tel que vous me voyez, je suis assez présomptueux pour proclamer que j'ai réussi à imaginer un plan de cette sorte; et au risque d'ajouter encore à ma présomption, je vais vous l'exposer.

Il y a quelques années, je demandais à un banquier bien connu: «Que diriez-vous, si l'empereur de Chine venait à décréter demain la nationalisa-

tion de toutes les banques privées et de toutes les compagnies d'assurance?»

«Je dirais», répliqua mon ami, «que dans ce cas, l'empereur de Chine justifierait son renom de Fils du Ciel. Mais j'espère de tout mon cœur qu'il ne le fera pas. L'effet sur les voisins serait déplorable. Sérieusement j'ai souvent songé moi-même combien il serait simple pour le gouvernement de prendre en mains toutes les compagnies d'assurances.»

«Pourquoi pas les banques aussi?» demandai-je.

«Cela naturellement ne serait pas aussi simple. Mais au fait», poursuivit-il vivement, «pourquoi pas, si l'on s'y prenait habilement? Je m'en chargerais moi-même, si l'on me nommait *boss* de la banque de Chine.»

J'ai la plus grande confiance dans le jugement de mon ami le banquier. Je m'en allai donc, en méditant sur ce qu'il venait de me dire.

Puis vint la guerre qui nous projeta tous au delà du sentier battu de la routine quotidienne, redressant bien des choses qui semblaient en avoir besoin, permettant de réaliser ce qui autrefois semblait impossible. Je me remis à songer à mon ancienne idée, et voici qu'elle m'apparut toute naturelle et faisable, maintenant que toutes nos valeurs passent au creuset. Après tout, pourquoi ne monopoliserions-nous pas l'argent, tout comme le tabac, les allumettes ou tout autre article de consommation? Les

banquiers et les usuriers vendent de l'argent tout comme le marchand de tabac vend des cigares et l'épicier des allumettes. Et puisqu'en France et ailleurs l'État a daigné se faire marchand de tabac et d'allumettes et encaisser les bénéfices de ce négoce, pourquoi n'entreprendrait-il pas le commerce de l'argent, qui cumule la dignité du banquier avec les bénéfices de l'usurier? Sous l'influence de la guerre et des dures réflexions qu'elle a suggérées aux hommes de toutes les conditions, cette idée d'abord vague mûrit et s'incarna dans un projet défini de monopole du commerce de l'argent et de concentration des banques et de la finance entre les mains de la Nation.

Quand je me décidai d'abord à exposer ce projet en public, j'étais assez naïf pour me figurer que la destinée m'avait accordé l'inestimable privilège d'avoir mis la main sur une nouveauté. Il fallut déchanter. Je reconnus bien vite que la Providence avait réservé ce singulier privilège à un Prussien, mieux que cela: à un Prussien de la Prusse orientale, s'il faut en juger par le nom. La Prusse semble être le favori du jour dans les courses internationales.

Dans un ouvrage intitulé *Reform oder Revolution* paru en 1894[1]), le conseiller intime C. von Massow préconise des réformes radicales destinées à conjurer le spectre du socialisme et à sauver ainsi la patrie

[1]) Berlin, chez Otto Liebmann.

de la révolution que l'auteur voit approcher. L'ouvrage est intéressant, parce qu'il est né non d'une théorie abstraite, mais de la longue expérience d'un fonctionnaire qui, comme le dit l'auteur lui-même, a passé trente ans de sa vie au service de l'État, dont quatorze comme Landrat. Or, on ne saurait suspecter un Landrat prussien de nourrir un penchant inconsidéré pour le parti rouge. Il est d'autant plus remarquable de le voir se poser en champion de la nationalisation économique — non pas celle des terres, naturellement, mais celle du commerce des blés, des charbons, de l'argent et de certains autres articles d'importance essentielle. Malheureusement, Herr von Massow, grâce à ses tendances agrariennes, est si profondément absorbé par son idée fixe, le monopole des céréales et la réduction des charges hypothécaires à l'aide d'un amortissement annuel obligatoire, qu'il ne touche qu'en passant à la question de l'argent et s'abstient soigneusement de tout détail d'organisation. «Dans tous les cas», dit-il vaguement, «la nationalisation du commerce de l'argent est recommandable.» D'après le contexte, il semble n'avoir en vue que la banque officielle; quant au reste, il semble vouloir laisser les choses en l'état.

J'ai été incapable de trouver un autre auteur[1]) qui ait abordé le sujet ou préconisé la nationalisa-

[1]) Voir appendice.

tion de la banque — à l'exception naturellement des socialistes à tous crins qui veulent tout nationaliser, sans s'attacher plus spécialement à la banque.[1])

La banque, après tout, n'est qu'un des éléments du commerce de l'argent. A mon humble avis, une fois lancé dans la voie de la nationalisation économique, l'État devrait aller plus loin. Non content de nationaliser la banque et le prêt de fonds en tant qu'il est exercé comme négoce par les établissements de crédit, les banquiers et les prêteurs, il devrait accaparer tout l'ensemble des emprunts et

[1]) On me fait remarquer qu'un écrivain anonyme a effleuré cette question de la nationalisation économique dans une œuvre publiée en Suisse vers 1840 et intitulée à peu près comme suit:

«La déchéance politique qui se prépare en Europe analogue à la déchéance déjà ancienne de l'Asie et des autres continents. Conséquence nécessaire du désaccord existant entre toutes les administrations politiques connues et la doctrine divine de l'État. Avertissement salutaire à l'adresse des gouvernements sages et des démocrates insensés.

Et la lumière a lui dans les ténèbres;
et les ténèbres ne l'ont point comprise.
Ev. sel. St. Jean I, 5.

Première Partie. Aarau 1842, publié par Heinrich Remigius Sauerländer, éditeur.»

Pour peu qu'on veuille prendre la peine de jeter un coup d'œil sur les chapitres traitant des quatre ordres de la nation — paysans, artisans, négociants et fonctionnaires (pages 180 à 196) — on reconnaîtra cependant qu'il n'y est pas question de nationalisation au sens moderne du terme. Ce que l'auteur a en vue se résume en une sorte d'inspection ou de contrôle public. Il convient de confier aux fonctionnaires la «surveillance indispensable» des activités, institutions et établissements sociaux de tout genre, parmi lesquels on cite les banques, les caisses d'épargne, les caisses de prêts sur gages, les caisses hypothécaires et les assurances de

des prêts, qu'ils interviennent entre les établissements officiels ou particuliers et le public, ou qu'ils se confinent à la vie privée d'individu à individu. C'est à cette condition seulement, me semble-t-il, que la réforme pourrait être efficace et qu'il deviendrait difficile ou impossible de s'y soustraire.

Il peut sembler présomptueux de proclamer ainsi la nationalisation complète de la finance et de la banque, l'interdiction des emprunts et des prêts particuliers sous n'importe quelle forme et déguisement. Mais que cette généralisation n'empêche pas

---

toute nature. Par ses théories l'auteur se rapproche nettement des projets du baron sicilien Giuseppe Corvaja et de son traducteur et commentateur suisse, le Grison Ulrich von Mohr (« *Catechismo Bancocratico del Barone Giuseppe Corvaja, Siciliano,* Capolago 1841», et «*Die Bancocratie von Baron Joseph Corvaja, herausgegeben von Ulrich von Mohr,* Heidelberg 1840 »). Bien que supérieur à Corvaja et à von Mohr par la largeur de ses vues et l'envolée de son imagination, il leur ressemble cependant par l'excellence de ses intentions humanitaires et la vague généralité du langage qui lui sert à les formuler.

Je signalerai encore à l'intérêt des bibliophiles un curieux ouvrage datant des débuts du siècle dernier. Son titre à lui seul est un poème: «Le sens commun dans l'art de rendre les nations heureuses. — Don d'amour offert avec un sentiment de chaleureuse fraternité à tous les peuples, gouvernements, prêtres, maîtres, parents et amis, par leur ami et concitoyen Andr. Moser. Imprimé au pays de la liberté, pour l'année présente et pour les temps à venir.» (Date probable 1802.) A la page 238, nous lisons: « Dans ce cas particulier également, les gouvernements peuvent intervenir . . . en obligeant les riches à déposer dans les coffres d'État, au taux usuel de l'intérêt, le superflu de leur bien, excédant un montant équitable, et de réaliser ainsi tout ce qui peut contribuer au bonheur de la nation. »

l'aimable lecteur de prendre l'idée en considération. Son instinct de bon bourgeois s'effarouchera peut-être, de prime abord, de ses allures subversives où paraît se trahir le pied fourchu du socialisme. Mais il ne tardera pas à s'apercevoir que c'est là une vue toute superficielle. En réalité, je prétends que la mesure est éminemment conservatrice et de nature à préserver la liberté et la propriété individuelles de l'envahissement par la marée montante de la Démocratie Sociale.

En pratique, ce projet est fort simple. L'État prend en mains les organisations existantes de la finance privée avec leurs actifs et passifs: un point, c'est tout. Quant au reste, tout se passera à peu près comme auparavant, et la grande masse s'apercevra à peine de la différence, si ce n'est que les emprunteurs trouveront, dans la personne de l'État un créancier complaisant; et les prêteurs un placement de tout repos. La haute finance, cela va sans dire, criera au pillage. Mais il ne peut être question de pillage ici. Les capitalistes et les actionnaires ne perdront pas leur argent. Les directeurs et les employés trouveront probablement un nouvel engagement ou une retraite confortable. Et l'État, tout comme les caisses d'épargne actuelles, paiera des intérêts au taux normal.

L'administration du nouveau monopole ne sera pas nécessairement compliquée. L'outillage, nous

l'avons. Le Ministère des Postes n'est pas autre chose qu'un vaste établissement national et international de banque et d'assurance.[1])

Pour compléter ce projet de nationalisation financière, il faudrait y faire rentrer également certaines fonctions de la finance moderne qui sortent de la conception générale du prêt et de l'emprunt, telles que le service des chèques, des transferts, des virements, ainsi que tout l'arsenal de la Bourse: le courtage, l'agiotage, l'arbitrage et toutes les autres dénominations techniques de cet organe international. Les assurances suivraient tout naturellement. A la différence de la banque et de la Bourse, l'assurance

[1]) Le système autrichien des chèques et comptes-courants postaux, introduit avec certaines modifications en Suisse en 1906, en Allemagne en 1909, représente en réalité l'amorce de la route qui conduit à la nationalisation de la banque.

«Le système des chèques et virements postaux, qui embrasse 8000 localités en Autriche et plus de 5000 en Hongrie, complète le grand service de virements des banques. Dans son développement intégral, il peut se comparer à un cœur gigantesque, dont les innombrables artères se ramifient jusque dans le plus infime village. Le bureau des postes se fait le caissier des ordres de moyenne et de faible importance, et leur offre les facilités de paiement que le gros capitaliste demande à sa banque. Ce système est un bienfait non-seulement pour le monde des affaires, mais aussi pour les particuliers. On peut dire qu'un compte à la poste représente à n'importe quel endroit de l'argent en poche, de l'argent invisible. Le roulement des espèces, les paiements au comptant vont en décroissant, le public perd de plus en plus l'habitude de conserver par devers lui de l'argent qui ne porte pas intérêt.»

(Prof. Dr. L. Elster, *Wörterbuch der Volkswirtschaft,* Iéna 1911, vol. I, p. 1174).

«Il ne faut pas oublier que par son système de chèques

nationale n'est pas une nouveauté. Gottlob von Justi en parle déjà dès le milieu du 18e siècle.[1]) La nationalisation de l'assurance faisait partie des idées de Louis Blanc. En Allemagne, le socialiste Rittinghausen proposa l'extension de cette idée à l'empire allemand tout entier.[2]) L'Italie a récemment nationalisé l'Assurance sur la vie d'après une loi qui sera mise en pleine vigueur en 1922.[3])

Mais ce sont là des détails. L'essentiel est la nationalisation des prêts et des emprunts, c'est-à-dire de l'intérêt.

Nombreux sont les avatars subis par l'intérêt au cours des siècles. Mais jamais et nulle part,

et de virements postaux le gouvernement fédéral lui-même s'est fait banquier.»

(Dr. Ad. Jöhr, *Die Volkswirtschaft der Schweiz im Kriegsfall,* Zürich 1912, p. 95)

Il est curieux d'observer que le système des caisses d'épargne postales, inauguré par la Grand-Bretagne dès 1861 sous l'administration de Gladstone, introduit dès lors dans la plupart des pays de l'Europe (Belgique 1870, Italie 1876, Hollande 1880, France 1881, Autriche 1882, Hongrie 1885 etc.), n'a trouvé jusqu'à présent d'imitateurs ni en Allemagne ni en Suisse, grâce peut-être au développement plus avancé des caisses d'épargne privées dans ces deux pays.

D'autre part, les chèques et virements postaux sont inconnus dans les pays de l'Entente, sauf au Japon, qui les a introduits en 1906.

Ce système figure parmi les questions à discuter par la conférence interparlementaire qui siège actuellement à Paris.

[1]) *Abhandlung von der Macht, Glückseligkeit und Credit eines Staates,* Ulm, Francfort et Leipzig 1760, p. 78.

[2]) Ignotus, *Die Verstaatlichung der Mobiliarversicherung in der Schweiz,* Berne 1884, p. 105.

[3]) A. W. Madsen, op. cit., p. 11.

que je sache, il n'a fait l'objet d'un véritable monopole d'État, analogue par exemple à la régie des tabacs établie depuis longtemps en France et ailleurs, ou au projet dont il est question ici. Dans une brochure qui, je l'espère, ne tardera pas à paraître[1]), et où l'on trouvera la justification historique des vues exposées dans ces pages, j'ai expliqué mieux que je ne puis le faire dans ce petit opuscule, que le prêt et l'emprunt, avec leur cortège d'intérêts et d'usure, sont des fonctions naturelles de la société dont l'origine remonte fort loin. A l'aurore même de la civilisation historique, nous trouvons les germes de la banque et du crédit modernes[2]). Il n'est pas téméraire d'avancer que durant 40 siècles et plus, l'économie des peuples a été fondée pour une bonne part sur les prêts et emprunts productifs d'intérêts — tantôt avec la permission des autorités ou de connivence avec elles, tantôt en dépit de leur interdiction. D'une part, le trafic de l'argent abandonné aux mains des particuliers conduit à tous les abus et aux pires erreurs sociales. D'autre part, on a toujours ressenti

---

[1]) *On Borrowing and Lending at interest,* a short historical survey, compiled with a view to the proposed nationalization of Credit and Finance (money-lending, banking, insurance, stock jobbing, credit sales, etc).

[2]) Dr. G. Obst, *Das Bankgeschäft,* Leipzig 1914, p. 14/17. Antonin Deloume, *Les manieurs d'argent à Rome*, Paris 1892, Section II, Les banquiers, p. 146/178.

la difficulté de le régulariser et l'impossibilité de l'interdire.[1])

L'histoire de l'intérêt n'est qu'une longue épopée de la lutte de l'esprit avec la chair. Les philosophes l'ont désapprouvé. Les Pères de l'Eglise le chargèrent d'anathèmes. Le droit canon le proscrivit. Mais la chair était faible. «Des bibliothèques entières de traités casuistiques furent écrites aux fins de réconcilier l'intérêt avec les besoins pratiques du jour.» L'Église du Moyen-Age considérait le prêt à intérêt à peu près comme les gouvernements ont considéré la prostitution. On ne saurait le supprimer, donc il faut le tolérer et réglementer. C'est l'attitude que l'État a adoptée[2]).

Il fallut la Révolution française pour frayer la voie à une conception plus moderne de l'intérêt. Bentham, dans sa fameuse *Defence of Usury*, parue

[1]) Prof. Dr. W. F. Streuber, *Der Zinsfuss bei den Römern*, Bâle 1857, p. 84/88/94; Deloume, op. cit. p. 7.

Etant proconsul en Cilicie, Cicéron réduisit le taux légal de l'intérêt à 10 %. Mais il n'osa pas appliquer son propre décret quand Brutus, ce modèle de toutes les vertus, fut convaincu d'avoir extorqué le taux de 48% aux infortunés habitants de Salamis en Chypre (Voir Guglielmo Ferrero, *The Greatness and Decline of Rome*, London 1909, vol. II, p. 194).

Dr. Franz Xaver Funck, *Geschichte des kirchlichen Zinsverbotes*, Tübingen 1876; Bellot, chapitres sur *The Origin and History of Usury, The Usury Laws in England* et *The Principles of Usury*, op. cit., p. 1—107.

[2]) Voir le chapitre *The problem of the Russian Jew*, dans l'ouvrage du prof. Sarolea: *Europe's debt to Russia*, Londres 1916, p. 176.

en 1787[1]), Turgot dans son *Mémoire sur le prêt à intérêt* de 1789[2]) proclament la liberté de l'intérêt. Dans ce domaine encore, on reconnaît les débuts du *laisser-faire* et son succès accoutumé. Vers le milieu du 19e siècle «la liberté complète du taux de l'intérêt était à peu près universelle. — — — Mais l'expérience se termina par une faillite complète». Une réaction se fit jour parmi les jurisconsultes, qui finit par le «Money Lenders Act» de 1900 en Angleterre et par les lois restrictives édictées récemment dans d'autres pays.[3])

«Une faillite complète»! Tel fut donc le résultat de l'ère de liberté inaugurée avec tant de pompe par Turgot, Bentham et l'avènement du libéralisme; tel fut l'aboutissement d'une évolution qui avait duré 40 siècles. L'Église et l'État s'étaient montrés impuissants à interdire le prêt à intérêt; sa réglementation même avait été reconnue insuffisante; «la liberté complète» avait abouti à «une faillite complète». Et alors, je me hasarde à poser cette question: Pourquoi ne pas en finir une fois pour toutes avec le trafic monétaire des particuliers; pourquoi ne

---

[1]) Les restrictions d'autrefois étaient contraires à la dignité humaine et à «la cause de l'industrie inventive» (voir lettre XIII au Dr. Smith sur «Les projets dans les arts». *Defence of Usury*, Londres 1790, p. 189.

[2]) Fondé sur son *Mémoire sur les prêts d'argent* de 1769. Gide et Rist, op. cit., p. 38.

[3]) Bellot, op. cit., p. 91/99.

pas rompre pour toujours avec un système que l'épreuve de 40 siècles a trouvé en faillite? Pourquoi ne pas ouvrir une nouvelle époque, en créant un système financier basé sur le monopole d'État ou la nationalisation financière; système qui n'a jamais été soumis à une épreuve loyale, mais en faveur duquel militent les arguments théoriques et pratiques les plus puissants?

Ici, mon ami le mathématicien capitaliste m'interrompt, non sans sarcasme:

«Vous n'avez pas de statistiques» me dit-il. «Belle et comfortable position que la vôtre! N'empêche que vous auriez pu appuyer votre cas historique de quelques chiffres empruntés à la banque moderne.

«Vous êtes-vous fait une idée bien nette, par exemple, du rendement annuel que l'on pourrait raisonnablement espérer, si l'État prenait la place des banquiers actuels, et aux mêmes conditions?

«Si vous voulez payer des intérêts et vivre sur la marge modeste de 2% dont se contente la pauvre banque de dépôts qui fait ce métier, j'ai idée que ce n'est pas l'Eldorado que vous trouverez.

«Rachetez les banques et bornez-vous à prêter de l'argent — émissions d'actions et autres opérations de ce genre; j'admets que vous pourrez arriver à quelque résultat. Mais prenez garde à ce que votre État ne prohibe pas les prêts et emprunts

entre les particuliers. Vous vous y brûlerez les doigts. »

« Pour nous laisser submerger par les prêteurs particuliers ? » répliquai-je. « Non, je vois fort bien qu'il y a quelque chose à faire si l'État monopolise les affaires de banque, ne paye pas d'intérêts et émet du papier en équivalence avec les valeurs de banque qu'il a reçues. Comme source de revenus, ce serait peut-être brillant — pour un certain temps. Mais je ne vois pas comment vous ferez pour vous maintenir si vous admettez la concurrence privée. »

J'attends encore la réponse de mon ami le mathématicien, de même qu'il attend probablement la mienne — que je serai très heureux de lui donner quand la paix me fournira les moyens de recueillir quelques chiffres caractéristiques dans quelques pays non moins caractéristiques. Tant que la guerre durera, ces recherches sont difficiles ou impossibles.

Le socialisme pourra m'objecter que tout cela est bel et bon, mais que les faits invoqués ici à l'appui de la nationalisation de l'intérêt et de l'abolition du trafic d'argent particulier auraient pu l'être, avec tout autant de force, en faveur de la socialisation générale et de la suppression de la concurrence, conformément à la recette marxiste. L'argument est spécieux, sans nul doute et le mot :

«C'est par le monopole qu'on commence, c'est par lui aussi qu'on finit»

est peut-être plus qu'une simple boutade.[1])

Mais avant de courir le risque de désorganiser la société en la socialisant à outrance, ne vaut-il pas mieux « wait and see », attendre les résultats de ce premier pas fait dans la nouvelle voie? Très probablement le seul fait de la nationalisation de l'intérêt et de la concentration de la banque et des prêts monétaires entre les mains de l'État, aura un effet salutaire à la ronde et provoquera un changement économique plus profond que nous n'osons le rêver en ce moment. Pour ma part, je suis de l'avis de l'éditeur et propagandiste du christianisme social, le baron Carl von Vogelsang de Vienne, qui écrivait en 1884 au comité politique institué par le congrès des catholiques allemands:

« Ce qui supprime tout frein à la concurrence, c'est l'intérêt... C'est pour cette raison déjà que l'abolition de l'intérêt créerait un obstacle sérieux aux opérations de Bourse.»[2])

L'abolition de l'intérêt porterait certainement

[1]) Voir la note dans l'article «*Monopole*» du «*Nouveau dictionnaire d'économie politique*» publié sous la direction de Léon Say, Paris 1900, vol. II, p. 324.

[2]) Article: *Zins und Wucher,* par le baron Carl von Vogelsang, dans *Oesterreichische Monatsschrift für christliche Socialreform*, Vienne 1884, p. 255.

un coup sérieux, sinon mortel, aux opérations de bourse. Daignez, ô lecteur bénévole, vous qui êtes pratique sans doute, mais qui n'avez peut-être pas l'expérience des coutumes de la Bourse, daignez jeter un coup d'œil sur ce petit intérieur emprunté à un ouvrage très intéressant de l'éditeur de l'« Economist » sur les Bourses de Londres et de New-York.[1]) Voici ce qu'il dit dans le chapitre sur *Wall-Street:*

« La profession de courtier à la bourse de New-York est certainement très lucrative. La plupart de ses membres sont fort aisés, bon nombre d'entre eux sont riches. Tant qu'ils n'ont pas mis de côté, sur le produit de leurs commissions, un capital suffisant, ils ont généralement assez de bon sens pour s'abstenir de toute spéculation. Mais une fois qu'ils ont suffisamment d'argent disponible, ils se mettent à opérer pour leur propre compte, ou comme ils disent à prendre un intérêt dans le marché ....

Le passage rapide du capitaliste au spéculateur, disait à l'auteur l'un des courtiers les plus heureux de Wall-Street, est un phénomène très fréquent chez nous. Un tel se présente au bureau du courtier avec cinq mille dollars dans sa poche et déclare qu'il désire placer cet argent le plus avantageusement possible. Le courtier lui demande s'il désire opérer simplement un placement

[1]) F. W. Hirst, *The Stock-Exchange,* Londres et New-York (1911), p. 115/118.

ou s'il préférerait une petite pointe de spéculation. Neuf fois sur dix, le capitaliste répond qu'il avait bien l'idée, en venant, de faire fructifier son capital. Le courtier lui explique alors qu'il peut acheter en tout repos pour 10,000 dollars de titres sur lesquels il n'aura que 50 % à verser, le courtier lui avançant le solde du prix à payer moyennant intérêt au taux usuel. En réalité, le courtier lui dit: J'achèterai pour votre compte pour 10,000 dollars d'actions, avec cinq mille dollars que vous m'apportez et avec cinq mille autres dollars que j'emprunterai pour vous, de mois en mois, à cinq pour cent ou à n'importe quel autre taux courant, tant qu'il vous plaira de conserver ces actions. Notre capitaliste trouve l'idée séduisante. Il ne songe pas à la possibilité d'une baisse qui doublerait sa perte, parce que son esprit est captivé par la probabilité, la certitude pratique même de la hausse. Le compte qu'il aura désormais à Wall-Street s'ouvre par ce qu'on appelle une transaction à 50 pour cent de marge. Le voilà moitié capitaliste, moitié spéculateur. Bientôt, les fluctuations du marché l'excitent. S'il perd, il ne songe qu'à se rattraper. S'il gagne, le gain ne fait qu'aviver son appétit. La tentation d'accroître ses chances sans augmenter son capital devient de plus en plus irrésistible, et il ne tarde pas à se trouver à la tête de 50,000 dollars d'actions, toujours avec ses premiers 5000 dollars pour tout capital; mais au

lieu de 5000 qu'il devait à son courtier, sa dette s'élève maintenant à 45,000. Au point où il en est, une baisse insignifiante suffira pour balayer tout son capital. Le capitaliste est devenu spéculateur, ou pour mieux dire plongeur. »

Revenons au baron von Vogelsang. Je suis d'accord avec lui pour penser que la disparition d'opérations de Bourse du genre de celles décrites plus haut serait éminemment désirable. Seulement, je crois qu'il vaut mieux nationaliser le prêt que d'accabler l'intérêt d'anathèmes fort beaux en morale, mais irréalisables dans la pratique. Ce qui est répréhensible chez l'individu peut-être admissible pour la communauté. Je suis donc absolument partisan du monopole d'État des services de prêt et d'emprunt. Et si cela ne suffit pas, qu'on y comprenne les opérations de bourse, comme je viens de l'exposer. C'est parfaitement faisable. A eux deux, ces monopoles permettraient à l'État d'élaguer quantité d'autres excroissances modernes et de progresser dans la voie de la répression de cette «féodalité d'argent»,[1]) qui avec le Syndicalisme irresponsable du travail sera le grand danger de l'avenir.

Le mieux, dit-on, est l'ennemi du bien. Autrement, j'aurais envie de faire un pas de plus et de

---

[1]) «Cette féodalité d'argent, qui sera le grand danger de l'avenir.» Camille Pelletan, cité par A. Deloume dans ses Manieurs d'argent, p. 4.

préconiser le monopole d'État non seulement pour l'emprunt, mais pour le crédit dans son ensemble, pour le crédit tout court. Il n'est pas difficile de concentrer aux mains de l'État le crédit banquier, le crédit monétaire. Pour le crédit en marchandises, les ventes à crédit, pour me servir de l'expression usuelle, c'est une autre affaire. Mais je suis certain que le problème pourrait être résolu, du moins indirectement et partiellement, si l'État percevait un ducroire sur les crédits en marchandises qu'il peut garantir, s'il limitait les autres quant à la nature, au montant et à la durée, et décrétait l'irrecevabilité de créances contractées en contravention à ces dispositions. De plus, il faudrait naturellement interdire tout ducroire, garantie ou sûreté traités en dehors de l'État, que ce soit dans le domaine de l'agriculture, de l'industrie, du commerce ou de la vie privée — ces transactions ayant toutes plus ou moins le caractère d'une assurance. Le département des assurances de l'Office des Postes serait naturellement chargé du développement de ce nouveau service officiel d'assurance fiduciaire.

De cette façon, nous aurions asservi le crédit, cette *causa mali* moderne, à la nation tout entière, en attelant au char du progrès la force motrice du capitalisme.

Banquiers, Compagnies d'assurances, spécialistes! Je vous vois hausser les épaules et écarter

d'un geste dédaigneux ce projet abracadabrant. Une assurance nationale contre les risques des ventes à crédit? L'assurance postale du crédit? L'État seul garant de la solvabilité de ses sujets? Quelle idée! Comment admettre que la future banque d'État puisse connaître la situation de millions de citoyens aussi exactement que le font aujourd'hui pour leurs clients d'innombrables banques privées et autres établissements de crédit? Cela ne peut se terminer, et ne se terminera que par une catastrophe.

Mais, mes bons messsieurs, ce n'est pas d'aujourd'hui que les savants se sont trompés. Je me permets donc très humblement d'être d'un autre avis que vous. Ce projet abracadabrant n'amènera aucune catastrophe. Bien au contraire, je suis persuadé que la banque d'État, une et indivisible, sera infiniment mieux placée que tous les banquiers actuels, grands et petits. Par ses agents répandus dans chaque bureau de poste, et le pouvoir synthétisant de son office central, elle aura une vue d'ensemble et une connaissance personnelle des détails telles que nul banquier ou association de banquiers ne saurait les posséder actuellement. Bien organisée et bien dirigée, son succès financier est assuré. De ce côté, le système n'offre aucune prise à l'objection. Les contradicteurs devront se rabattre sur le «despotisme de l'État omnipotent», sur «le danger couru par la liberté» et autres vieilleries du même acabit. Mais j'ai en

réserve, pour les réfuter, une vieillerie encore plus vieille que les leurs — la nécessité. Il faut vivre! Et si l'on me répond comme l'évèque au mendiant: « Je n'en vois pas la nécessité » — eh bien, je suppose qu'il nous faudra frapper à une porte plus modeste pour y trouver le pain dont nous avons besoin.

La création d'un service national d'assurance fiduciaire postale n'est pas une simple fantasmagorie. Elle paraît au contraire approcher de sa réalisation tout au moins dans un pays de l'Europe et sous une forme beaucoup plus extensive que le système autrichien des virements et comptes-courants postaux dont j'ai parlé plus haut. Ce résultat est dû aux délibérations d'une réunion de négociants avisés. L'organe attitré des Finlandais de langue suédoise, le *Huvudstads-Bladet* de Helsingfors, a publié récemment (le 29 mars 1916) un article qui m'apprend qu'en 1912, le comité central des Chambres de commerce réunies soumit au Sénat finlandais une proposition tendant à charger les postes de la présentation des traites à l'acceptation. Le sénat vient de mettre la dernière main à un projet comprenant non seulement l'objet suggéré primitivement par les chambres de commerce, mais prévoyant encore, par l'intermédiaire des bureaux de poste, l'encaissement des factures et traites ordinaires, des bons, coupons, titres échus et en général de tous les comptes, commerciaux et autres, dont le remboursement est

demandé par les détenteurs. Cependant, le montant de chaque remboursement est limité à 1200 marks (1 mark finl. = 1 franc, au pair), ou 400 roubles. Les bons, traites etc. doivent être établis en monnaie finlandaise ou russe; leur texte doit être rédigé en langue finlandaise, suédoise ou russe. La poste se charge également du protêt des effets de commerce.

La redevance à payer pour ce genre de service postal sera probablement fixée à 1 mark ou 40 kopeks, non compris les droits d'enregistrement et d'assurance. Pour le protêt d'un effet de commerce, on propose une redevance spéciale de 2 marks ou 75 kopeks.

Ce projet de loi a déjà été soumis à l'approbation du Czar. Si, comme on l'espère, la sanction impériale lui est accordée, le jour n'est certainement pas loin où nous pourrons souhaiter la bienvenue à l'institution du ducroire postal.

* * *

Les mesures que je propose[1]) n'ont pas la prétention d'être une panacée pour tous les maux de l'humanité. Ce qu'elles veulent être, c'est un moyen, joint à d'autres mesures parallèles, de franchir l'abîme béant entre le capital et le travail, et d'atténuer la méfiance qui règne entre les patrons et ouvriers, méfiance que le système écono-

---

[1]) Mesures dont la quintessence peut être rendue par la phrase, *La Nationalisation du Crédit et de la Finance,* que je me propose de traiter plus tard sous ce titre d'une façon plus adéquate.

mique actuel de la liberté de la banque et du crédit ne tend qu'à aggraver.

Incidemment, ces mesures donneraient à l'État une emprise sur le capital et le travail, emprise qui lui permettrait, surtout dans les pays à développement restreint, d'amener rapidement les syndicats, de part et d'autre, à un niveau plus propice à la paix et à la bienveillance et mieux en rapport avec la dignité de la *res publica.*

Il va sans dire qu'administré avec sagesse et modération, ce système constituerait une source abondante de revenus publics, considération qui n'est pas à dédaigner par le temps qui court.

Quels que soient les mérites ou les défauts de ce projet, l'argumentation m'en paraît irréfutable:

De l'organisation en temps de guerre naîtra l'organisation en temps de paix. C'est là un développement dont nul ne saurait arrêter la marche. De force ou de gré, l'État devra poursuivre la concentration du pouvoir entre ses mains, par crainte des nations concurrentes ou des troubles sociaux.

L'organisation triomphera — mais aux dépens de la liberté.

* * *

Ancien libéral, individualiste de cœur, je déplore cette nécessité d'une législation restrictive et d'une reconstruction à demi socialiste que la nature hu-

maine, telle qu'elle existe de nos jours, nous a imposée. Je ne demanderais qu'à croire à cet altruisme plus noble qui est l'idéal de l'avenir. Mais hélas, nous ne faisons qu'émerger à peine de la barbarie. Nos aïeux, nos pères même ont vécu à l'époque où l'esclavage et la servitude étaient considérés comme des institutions d'État dans de grands pays tels que l'Amérique et la Russie. Quand cette guerre sera terminée, il y aura encore, sans doute, sur ce continent ou sur d'autres, des pouvoirs ambitieux, jaloux de s'emparer de ce qui ne leur appartient pas. Les accents de l'Internationale se sont tus devant les canons de Liège. Mais ils peuvent renaître.

Caveant Consules !

Voir appendice

APPENDICE.

(Voir p. 47).

Depuis que ceci a été écrit et imprimé, je m'aperçois que j'ai oublié de parler de « L'État commercial fermé » de Fichte.[1]) Dans cette petite œuvre remarquable, l'auteur préconise des mesures ayant un caractère prononcé de socialisme d'État. C'est ainsi par exemple, qu'à la page 121 il parle de son Gouvernement idéal comme «*seul banquier pour l'étranger*». Un banquier orthodoxe serait probablement enclin à qualifier de chimère «l'État commercial fermé». Il y a ici cependant beaucoup de sens commun dans les spéculations sociales du philosophe, et sa théorie d'une «monnaie nationale» et d'une «monnaie internationale» est sûrement la cousine germaine de la guerre économique actuelle.

La solution de notre problème, dit-il, consiste en le retrait de la circulation de la «monnaie internationale» (*Weltgeld*) c. a. d., que tout l'or et l'argent qui se trouvent actuellement entre les mains de particuliers, soient remplacés (de force évidemment) par une nouvelle «monnaie nationale»

[1]) Johann Gottlieb Fichte, *Der geschlossene Handelsstaat*, Tübingen 1800, nouvelle édition, Leipzig 1910.

(*Landesgeld*), seule monnaie légale qui circulerait dans le Royaume, mais seulement en dedans du Royaume.

Il y a cent ans «l'État commercial fermé» fut mis au rancart par les économistes.

Aujourd'hui, dans un journal Suisse[1] paraît un compte-rendu d'une brochure récemment publiée, intitulée «Puissance de résistance économique de l'Allemagne» par le Professeur Gustav Cassel de l'Université de Stockholm. Le Professeur Cassel montre que dans le blocus de l'Allemagne, nous avons dans les conditions modernes la première tentative d'isoler complètement un grand pays du monde extérieur, ainsi que le premier exemple d'une nation moderne, organisée sur une base économique internationale, qui se transforme en une entité économique indépendante ou presque indépendante et qui continue de vivre dans ces nouvelles conditions.

Ceci est sûrement ni plus ni moins que le rêve de Fichte de l'État commercial fermé, économiquement indépendant, à moitié réalisé de nos jours.

---

[1]) Neue Zürcher Zeitung, 21 août 1916.